

## Sommes-nous à l'ère des révolutionnaires sans révolutions ?

Compte-rendu rédigé par François Citton

Pour qui observe de près l'actualité, il est impossible de ne pas remarquer à quel point le mécontentement des citoyens est présent à travers le monde depuis ces vingt dernières années et à quel point ses racines sont profondes. Du mouvement *Occupy Wall Street* des années 2000 aux Gilets jaunes français en passant par les manifestations au Chili ou au Soudan, aucun continent n'est épargné par cette montée du sentiment de rejet et de désaffiliation politique.

Comment comprendre ces mouvements de contestation à l'échelle globale ? Pourquoi ont-ils émergé, en particulier ces dernières années, malgré une croissance économique importante ? Quelle peut être la place de l'État dans la réponse à ces mouvements, et quelle réponse peut-il apporter ?

Pour répondre à cette question, qui se fonde notamment sur un [article](#) de **Mario Pezzini** et **Alexander Pick**, "L'ère des révolutionnaires sans révolutions", publié dans *Le Grand Continent* ainsi que sur le rapport "Perspectives sur le développement global (2021)" du Centre de Développement de l'OCDE, nous avons cette semaine le plaisir d'accueillir à cette table-ronde du Grand Continent, co-organisée avec le Centre de développement de l'OCDE, les invités suivants :

- **Anne-Laure Delatte**, économiste, chercheuse au CNRS, spécialiste de la finance, des paradis fiscaux et de la zone euro,
- **Bertrand Badie**, professeur émérite des universités, auteur de nombreux ouvrages de science politique et de relations internationales, dont *Les Puissances mondialisées* paru en 2021 aux éditions Odile Jacob
- **Mario Pezzini**, ancien Directeur du Centre de développement de l'OCDE et ex-conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'OCDE pour le développement, professeur à la Jindal University de New Delhi, et auteur de l'article co -écrit avec Alexander Pick paru sur *Le Grand Continent*, dont nous allons discuter aujourd'hui.

La table-ronde est modérée par **Bathylle Missika**, chef de la division Réseaux, partenariats et genre au Centre de Développement de l'OCDE. Elle commence par une question centrale : comment déplier ce phénomène global qu'est la montée du mécontentement ? Pourquoi est-elle inhabituelle ?

**Mario Pezzini** prend la parole pour répondre : d'après lui, cette frustration que nous observons tous est inhabituelle car elle prend des formes inédites. Ce qui surprend ce chercheur qui travaille sur ce sujet depuis 2013, c'est à quel point elle peut émerger dans des pays qui, en apparence, bénéficiaient d'une situation économique et sociale tout à

fait favorable, comme la Tunisie dont le taux de croissance a atteint, pendant près de 10 ans, 5%/an, et dont le taux de scolarisation était élevé. De même, des pays qui avaient passé ce que les économistes appellent le *“middle income trap”*, comme le Chili ou le Brésil, ont expérimenté ces phénomènes - dont l'élément déclencheur est d'ailleurs souvent sans rapport avec l'ampleur des protestations : c'est l'augmentation du prix des tickets de métro qui avait, au Chili, déclenché des manifestations au niveau national. Il souligne que ces phénomènes tendent à se répandre régionalement après avoir émergé dans un pays.

Le premier obstacle à l'analyse de ces phénomènes est l'absence d'indicateurs pertinents : le PIB ne permet pas d'expliquer l'émergence de ces phénomènes ; de manière plus générale, le mécontentement est difficile à mesurer. Il prend des formes variées : hausse de l'abstention, chute verticale de la confiance en les gouvernements, ... Quand apparaît-il ? Quelques explications font consensus : la hausse des inégalités de revenu, notamment, est considérée comme une cause majeure de mécontentement. Celle-ci ne peut pas être mesurée uniquement en termes monétaires : la réduction de l'espérance de vie, par exemple, signale aussi une dégradation des conditions de vie. Les changements du marché du travail, entraînant une hausse du chômage pour les travailleurs moins qualifiés, et la perception - plus ou moins consciente - du désastre écologique en cours constituent autant d'explications complémentaires de la montée de ce phénomène. Pourquoi n'y a-t-il pas de relation directe entre l'émergence des mouvements sociaux et des explications matérielles ? Pourquoi y a-t-il parfois un délai entre la conscience de ces changements et la montée du mécontentement ?

Pour **Mario Pezzini**, il faut commencer par reconnaître que les mouvements sociaux ont aussi leur propre dynamique, autant politique qu'économique : la dégradation des conditions matérielles de vie ne se traduit pas automatiquement par une montée de la frustration, en raison de ce que le sociologue Albert Hirschman appelle *“l'effet tunnel”*: *“imaginez-vous dans l'embouteillage d'un tunnel à deux voies, sur la voie lente, à droite. La file de gauche – la plus rapide – redémarre enfin. En premier lieu, vous éprouvez l'espoir de repartir et, par un effet de soulagement, votre bien-être s'accroît. Mais, dans un second temps, rien ne se passant de votre côté, l'extrême frustration doublée de l'envie se saisira de tous ceux englués dans la file bloquée. L'accident devient probable lorsqu'un conducteur frustré déboîte<sup>1</sup>”*. Or les personnes pauvres qui sont dans une situation de blocage sont en colère. Cette frustration est, paradoxalement, renforcée par la croissance économique importante des pays émergents au cours des trente dernières années. Celle-ci, en effet, a créé une importante classe moyenne qui s'attend désormais à ce que ses revenus augmentent aussi rapidement que par le passé. Ces phénomènes

---

<sup>1</sup> Chauvel, Louis. « II. La dynamique de la stratification sociale », Louis Chauvel éd., *Les mutations de la société française. Les grandes questions économiques et sociales II*. La Découverte, 2019, pp. 41-68.

de mécontentement apparaissent justement parce que les illusions de la croissance se dissipent.

Où va-t-on, alors ? La solution n'est pas simple : les manifestants veulent être entendus, de la part du gouvernement ce qui, d'après eux, n'est pas le cas. Comment exprimer cette voix ? Tocqueville, Durkheim, Gramsci ont insisté dans leurs travaux sur l'importance des corps intermédiaires dans la société pour porter cette voix. Or, ceux-ci sont en perte de vitesse : les partis politiques, l'Église, les syndicats déclinent et ne jouent plus leur rôle de transmission de la voix des citoyens. Où aller ? Les identités politiques sont fractionnées par ethnies - ce qui n'est pas un problème en soi, mais entraîne une incapacité à créer une forme d'hégémonie par le discours. Le discours populiste et ses figures auxquelles nous sommes souvent confrontés, comme celles du chef ou de l'ennemi, qui a influencé profondément le discours politique traditionnel, a lui-même ce pouvoir d'empêcher la constitution d'un discours hégémonique. C'est pourquoi les gouvernements sont confrontés à des révoltés, non à des révolutionnaires.

**Bathylle Missika** fait alors remarquer qu'un autre point important soulevé par cet article est l'échelle nouvelle de ces mouvements, qui ne sont désormais plus limités à un État en particulier mais qui semblent globaux. D'une part, quelles sont les conséquences de cette mondialisation du mécontentement sur les États ? Ceux-ci sont-ils toujours capables de faire respecter leur autorité ? D'autre part, comment résoudre ces problèmes à l'échelle internationale ?

**Bertrand Badie** répond à cette question qu'il juge sensible et difficile en raison de ses multiples niveaux d'appréhension. Il se propose d'éclairer deux transformations.

D'abord, il souligne que nous sommes passés, au cours de l'histoire, du sujet au citoyen puis à l'humain. Cette mutation, qu'on ne discute plus tant elle semble évidente, les gouvernements en ont peur, car le sujet de l'État absolutiste ne posait pas de problèmes tant qu'il ne se révoltait pas, avant de se transformer en un citoyen par sa révolte. Le citoyen est plus difficile à gérer pour un État devenu État-nation, car la notion de citoyenneté implique l'existence de droits et de devoirs, et bien gouverner, c'est jouer avec les deux. Cette gestion reposait traditionnellement sur la dialectique de la demande et de la réponse : les citoyens demandaient, l'État-nation répondait, et ce mécanisme fonctionnait. Aujourd'hui, ce lien s'est doublement défait, parce que d'une part, l'État-nation n'est plus l'unité exclusive de référence ni dans l'imaginaire collectif ni dans les pensées de l'action, l'imaginaire national étant supplanté par un imaginaire mondial - et cette transformation a détaché le citoyen de son allégeance à l'État-nation - et parce que, d'autre part, le citoyen s'est transformé en humain, en individu, et s'est individualisé. Au sein de ce paradigme de l'humain, la demande n'est plus essentielle. Il s'agit désormais de se situer par rapport à des enjeux globaux que l'on a du mal à atteindre sans relais institutionnels. La revendication ne fonctionne plus, elle devient colère en

l'absence de ces relais. Pour **Bertrand Badie**, la colère sociale sera le concept-clé du troisième millénaire.

Dans un deuxième temps, il insiste sur le phénomène de mutation de la scène politique internationale : jusqu'en 1989 environ, elle était organisée autour d'État-nations souverains négociant entre eux et définis les uns par rapport aux autres par des rapports de puissance selon la théorie du parapluie (les plus forts protègent les plus faibles en échange d'une allégeance, à la manière d'un parapluie). Cela est désormais terminé en raison de trois processus : la décolonisation, qui n'a pas généré des États semblables aux États colonisateurs ; la dépoliarisation, anéantissant les vertus de la puissance (qui n'existe qu'en face de la puissance) ; la mondialisation, qui a banalisé les logiques d'interdépendance, qui est le contraire même de la souveraineté. Il s'agit certes d'une Lapalissade, mais la mondialisation ruine les politiques publiques nationales et décrédibilise les institutions. Chacun, intuitivement ou rationnellement découvre alors que les États sont impuissants face aux grands enjeux globaux (crise climatique, crise sanitaire), d'où l'émergence de cette colère sociale. *Mutatis mutandis*, on retrouve cette logique à l'œuvre dans les mouvements sociaux : l'absence de relais institutionnels à qui s'adresser favorise une colère qui de plus n'est plus programmatique, car elle ne propose plus de contre-modèles. Elle est en revanche intuitive, dirigée contre le néo-libéralisme responsable de la non-satisfaction des enjeux globaux. **Bertrand Badie** voit deux lueurs paradoxales d'optimisme : la peur, qui a déjà poussé à la création d'institutions mondiales après les guerres mondiales - SDN, ONU - et l'appât du gain. Cette double logique a d'ores et déjà permis la mise en place d'innovations institutionnelles importantes : OMS, PNUD, UNICEF...

**Bathylle Missika** reprend la parole pour demander à **Anne-Laure Delatte** quelle est la place des revendications économiques dans l'émergence de ces mouvements, et quelles peuvent être les solutions, notamment en termes de réduction des inégalités. Ce mouvement de contestation se résoudra-t-il par des solutions "keynésiennes" consistant à relancer l'activité économique pour favoriser la croissance des revenus ?

**Anne-Laure Delatte** commence par souligner que ce mécontentement a bien des fondements économiques, mais qu'une réponse keynésienne ne sera pas suffisante. Le régime économique du néo-libéralisme tel qu'on le connaît a en effet deux limites : les inégalités et l'environnement. Il a été incapable de produire une croissance égalitaire et inclusive, et ses conséquences néfastes sur l'environnement sont connues de tous. La richesse n'est pas bien répartie et ce régime économique se traduit par le sentiment que l'État est incapable de protéger ces citoyens. Au niveau international, il crée un régime de rentes rendant difficile la coordination au niveau international, par exemple pour la distribution de vaccins. Or, tant que le reste de la planète ne sera pas vaccinée, on aura des vagues de COVID. En bref, on arrive à un régime économique insoutenable.

Les politiques keynésiennes sont-elles la solution ? Si les dépenses publiques sont indispensables dans un premier temps, il faut en faire plus : d'après le GIEC, il faut

s'attendre à trente ans d'événements climatiques extrêmes, et en conséquence, on ne peut pas revenir à un mode de gestion des dépenses publiques comme celui d'avant 2020. Il n'y a en réalité pas de consensus sur ce qu'est un niveau de dette soutenable, dans la mesure où les taux d'intérêts bas ont rendu la charge de la dette actuelle de la France - 120% du PIB - inférieure à celle de la France dans les années 1990, alors que la dette était de 70% du PIB. Les marchés financiers maintiennent ces taux bas car ils ne sont pas inquiets, la BCE étant derrière les banques et prête à les soutenir. Elle rachète d'ailleurs près de la moitié de la dette émise par la France. La vraie question que doit se poser l'action publique porte en réalité sur la manière de financer les dépenses publiques dont on aura besoin dans les trente prochaines années. Quel est le régime actuel que l'on souhaite adopter ? Quelles sont les caractéristiques que l'on souhaite changer ?

Pour **Anne-Laure Delatte**, le néolibéralisme est caractérisé par son refus de la délibération au nom de la stabilité économique, entraînant une défiance vis-à-vis du politique perçu comme porteur d'instabilité, et par son besoin de l'État, un État aux ordres du marché qui corrige les failles de celui-ci, étant entendu que c'est le marché qui alloue le mieux les ressources au sein de l'économie. Cette conception qu'elle appelle foucauldienne de l'État a pour conséquence une méfiance importante des citoyens à son égard en raison de la transformation de sa nature depuis quarante ans. Les citoyens, en effet, voient bien comment l'émergence de cet État néolibéral a produit une accumulation de rentes, ainsi qu'une concentration économique qui n'est pas vraiment combattue. **Anne-Laure Delatte** prend l'exemple des vaccins : Pfizer ou Moderna bénéficient d'aides publiques et des revenus tirés de leurs brevets, ce qui leur procure une double position de rente - rentes créées par les infrastructures publiques.

Dès lors, que faire ? À quelles solutions innovantes peut-on penser ? Pour **Mario Pezzini**, trois points sont très clairs : d'abord, l'idéologie néolibérale considère l'existence de l'État et des citoyens, chacun d'entre eux devant défendre ses intérêts, et rien d'autre. Ensuite, les corps secondaires sont importants. Enfin, les mécanismes d'identification politique qui étaient à l'œuvre ne sont plus là, souvent en raison des États qui y voyaient des obstacles à programme néolibéral.

Les mouvements sociaux qui apparaissent ne sont pas le « *modern prince* », le prince moderne, dans la mesure où ils ne proposent pas de contre-discours politiques. Mais y a-t-il une manière, pour eux, de composer une stratégie ? Peut-on avoir un nouveau prince ? En apparence, cela est très difficile car les mouvements populistes considèrent, au mieux, la nation comme le seul acteur, ce qui empêche de répondre à ces mécontentements. Alors que faire ? L'acteur principal, le prince dans cet *Hamlet* que l'on vit, c'est l'État, qui doit reconstruire une société civile - mais pas l'État économique, néolibéral. Où aller chercher un État reconstruisant une société civile ? Par le passé, des questions similaires se sont posées, comme dans les anciens pays sous influence soviétique après la chute du mur. Une des solutions suggérées par **Mario Pezzini** est

d'avoir recours à ce qu'il appelle, avec **Alexander Pick**, dans leur article publié sur *Le Grand Continent*, une "programmation négociée". Parfois, cette programmation négociée prend la forme d'un processus constitutionnel, comme au Chili.

Ce processus a le désavantage d'être rigide et de ne pas garantir que l'équilibre des forces soit porté vers les citoyens. À côté des institutions, il faut en réalité une forme de planification, qui n'est pas celle des années 1960 qui prétend savoir ce qui se passe, mais qui est bien plutôt le fruit d'une délibération collective. Peut-on construire un tel processus de délibération ? Oui : ils ont existé. C'est le cas du Fonds structurel de l'UE (fonds de cohésion), par exemple. Plus généralement, il faut construire des grilles de lecture grâce auxquelles les acteurs peuvent construire leur vision du monde. Les organismes internationaux sont parfois un problème, car leur mission est nourrie par l'idée de la fin de l'histoire. En raison de cela, les décideurs politiques cherchent à rendre les politiques publiques les plus efficaces possibles, à les améliorer à la marge et non à les transformer radicalement ou à les repenser dans leur contexte global. Or, de temps en temps, il faut regarder la forêt, et non uniquement l'arbre. L'exemple typique est celui de l'augmentation des taxes sur l'essence de manière à faire baisser son prix. Ce genre de politique ne peut pas être abordé sans prendre en compte ses conséquences sociales.

"Paix impossible, guerre improbable" : voilà la formule par laquelle Raymond Aron désignait la guerre froide. Comment dépasser ce genre de phrases pour avancer sur la scène politique internationale et réconcilier les États et leurs citoyens ? Est-ce possible ? **Bertrand Badie** est optimiste : il pense qu'il est possible de dépasser ce cadre et de penser le monde au-delà de ces catégories. Comment poser cette équation ? Il est évident, pour lui, que l'État ne va pas disparaître en tant que tel, mais bien plutôt qu'il devra s'adapter à ce contexte nouveau qui, si on fait l'effort de le comprendre, livre des pistes d'amélioration possibles. Dans le monde des citoyens, l'État-nation était l'alpha et l'oméga, l'étage unique de la pensée politique.

En réalité, il se de nombreuses choses à d'autres échelles : les sociétés civiles, par exemple, situées à l'échelle des acteurs locaux, et non des acteurs nationaux, sont dynamiques. Grâce à cette réanimation par le bas, on peut trouver des solutions empiriques, hors des échelles institutionnalisées porteuses du monopole de la violence physique légitime, pour reprendre la formule de Max Weber. La renaissance des acteurs locaux n'est en fait qu'une forme de retour à ce qui a fait l'histoire avant l'État, avant l'émergence de celui-ci comme réalité unique. Cette réémergence passe par la réactivation des liens sociaux, comme ceux d'entraide, d'association, ou de solidarité, chers à Durkheim ou Tocqueville. Il convient aussi de regarder en haut, au-dessus des États. **Bertrand Badie** reprend la formule de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU de 1997 à 2006, et qui a déclaré que « Si le multilatéralisme veut réussir, il doit s'émanciper

des États ». Le multilatéralisme doit être donc social et non interétatiste. Le mauvais multilatéralisme, celui du Conseil de sécurité de l'ONU, doit laisser place à un bon multilatéralisme, celui à bas bruit, incarné par les directeurs du PNAM ou du CNUD. C'est cette dynamique qui marche ; il suffit de l'accompagner.

**Anne-Laure Delatte** conclut la séance en discutant trois points importants : d'abord, on va faire la révolution. Selon elle, elle est déjà "en marche" : notre époque, et notamment pendant la présidence de Donald Trump puis celle de Joe Biden, a dépassé le néolibéralisme, a remis en cause beaucoup de ses dogmes, comme le libre-échange. Ensuite, elle souligne le rôle clé du concept d'espace public forgé par le philosophe Jürgen Habermas, en distinguant, suivant Nancy Fraser, l'espace public fort, celui de l'État, des représentants élus, et l'espace public faible, des non-élus, comme solution possible à la crise de la confiance des citoyens. L'espace public, en effet, c'est le lieu dans lequel les citoyens peuvent délibérer d'affaires communes, et il est aujourd'hui extrêmement florissant, si bien qu'il revient à l'État de lui donner de l'argent et des ressources. Elle prend l'exemple des violences faites aux femmes : il y a dix ans encore, cette problématique était peu présente dans le débat public, car on la considérait comme une question domestique, et grâce à de nombreux mécanismes et acteurs, dont ceux sur les médias sociaux, elle est devenue une cause commune, un problème discuté. Un autre exemple est celui du mouvement LGBT, dont notre génération se fait écho et qui commence à entrer dans le débat public.

Quelles solutions, enfin, pour surmonter les problèmes ? Selon elle, il convient d'une part de substituer aux indicateurs agrégés traditionnels des indicateurs désagrégés en fonction du genre, des origines géographiques, du fait d'être une personne racisée ou non, et de, d'autre part, taxer les riches afin de financer les dépenses publiques dont on aura besoin et de casser les rentes qu'ils ont acquises. Sans ce processus de démantèlement des rentes, il est difficile de réduire leur puissance économique. En guise de conclusion, elle souligne à quel point il est plus que jamais nécessaire de porter une attention particulière aux mécanismes de domination. Le discours conclusif d'**Anne-Laure Delatte** est salué par des applaudissements dans la salle, qui couvrent la voix de **Bathylle Missika** reprenant la parole pour remercier les invités et conclure la table-ronde.